

Une nouvelle union en Europe pour sortir du Brexit par le haut

LE RÉSUMÉ

Un proche d'Angela Merkel propose un «**partenariat continental**» comme cadre pour gérer le Brexit.

Le président du Conseil européen **Donald Tusk**, lui, tient **une ligne dure**.

FRÉDÉRIC ROHART

Un cadre du parti d'Angela Merkel plaide pour donner aux Britanniques ce qu'ils veulent: un accès au marché unique et un contrôle de la circulation des travailleurs européens. Dans une interview à Die Welt parue jeudi, le président CDU de la commission des Affaires étrangères au Bundestag, Norbert Röttgen, a défendu cette solution «*créative*» qui refuse la logique de sanction à l'égard des Britanniques même si elle leur «*coûterait très cher*».

À l'approche du sommet européen de Bratislava, où les dirigeants de l'Union se réuniront pour parler

du Brexit, le président du Conseil européen Donald Tusk s'est encore fait la voix jeudi d'une ligne ferme envers Londres: «*Il faut protéger les intérêts des membres de l'Union qui veulent rester ensemble, pas ceux de ceux qui ont décidé de partir.*» La Première ministre britannique Theresa May a de son côté posé les lignes rouges de Londres: pas question de dupliquer un modèle de coopération existant – une relation à la suisse ou à la norvégienne. Les Britanniques veulent «*des contrôles sur le nombre de personnes qui viennent d'Europe au Royaume-Uni mais aussi une issue positive pour ceux qui veulent échanger des biens et services*».

Présenté ainsi, il serait impossible pour les Britanniques de rester dans le marché unique, puisque la condition d'accès au club est le respect des quatre libertés de circulation – y compris celle des personnes, donc. Mais l'option portée par Norbert Röttgen permettrait de résoudre la quadrature du cercle. Le chrétien-démocrate allemand, avec quatre personnalités académiques de renom dont le Belge André Sapir, propose la création d'un Partenariat continental: un nouveau cadre qui

se superposerait à l'Union européenne pour former un «*deuxième cercle*». Un conseil du Partenariat continental serait créé, qui réunirait les dirigeants de l'UE et des autres Etats membres: le Royaume-Uni bien sûr, mais peut-être aussi la Suisse, et pourquoi pas la Turquie, l'Ukraine ou même le Maroc?

L'idée aurait de quoi séduire Londres, puisqu'elle accède à ses deux principales demandes tout en permettant à la City de rester le cœur financier de l'Europe. Elle plaira moins à ceux qui, de Paris à Francfort, rêvent de se disputer les beaux morceaux du centre financier britannique. Mais «*les intérêts de court terme sont à notre sens totalement dominés par des intérêts beaucoup plus larges, de long terme*», objecte André Sapir, professeur à l'Université libre de Bruxelles et ancien conseiller économique du président de la Commission européenne.

Prendre de la hauteur pour constater que les intérêts économiques, stratégiques, diplomatiques de l'Union et de son voisin peuvent se retrouver: c'est le message envoyé dans l'espoir de trouver un écho à Bratislava le 16 septembre.

«Les intérêts à court terme sont à notre sens totalement dominés par des intérêts beaucoup plus larges.»

ANDRÉ SAPIR
ULB, BRUEGEL